

Caen. 19 personnes licenciées par la faute du rectorat ?

1-2 minutes

Le groupement d'intérêt public pour la Formation continue et insertion professionnelle va cesser son activité au 31 décembre. En cause, une subvention de 800 000 € qui n'arrivera pas. Les syndicats dénoncent la responsabilité des services du rectorat.

Ils sont 19 à travailler pour le GIP-FCIP de Caen, le groupement d'intérêt public pour la Formation continue et insertion professionnelle. 3 fonctionnaires, et 16 contractuels (la moitié en CDI, l'autre en CDD). Leur boulot ? Délivrer de la formation continue pour des adultes en insertion, ou encore œuvrer dans les établissements pour lutter contre le décrochage scolaire notamment. Le 2 octobre 2018, ils ont appris qu'ils allaient être licenciés. Le GIP dont le président du conseil d'administration est le recteur d'académie, n'aura pas 800 000 € de subventions escomptées et se voit contraint de mettre la clé sous la porte le 31 décembre 2018. Plus de 80 personnes étaient présentes mardi 6 novembre devant le rectorat pour soutenir leurs collègues et dénoncer des carences des services du rectorat dans la gestion de ce dossier.